

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1962-1963.

4 AVRIL 1963.

Proposition de modification du Règlement du Sénat (1) (art. 9 et Chap. IXbis nouveau).

Propositions de modification de l'article 26 du Règlement du Sénat (2) (3) (art. 26 et 48bis).

Modification des articles 2, 32, 33 et 55 du Règlement.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DU RÈGLEMENT (*)
PAR M. DE LA VALLEE POUSSIN.

MESDAMES, MESSIEURS,

En ses réunions du 12 décembre 1962 et du 28 mars 1963 la Commission du Règlement a examiné un certain nombre de modifications au règlement, proposées depuis longtemps. Ces modifications n'ayant pas de rapport direct entre elles, le rapporteur les étudiera les unes après les autres.

(*) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Struye, président; Crommen, De Man, Demarneffe, Gillon, Goossens, Harmegnies, Machtens, Molter, Moreau de Melen, Oblin, Rolin, Van Buggenhout et de la Vallée Poussin, rapporteur.

(1) R.A 6275.

Voir :

Document du Sénat :

181 (Session de 1961-1962) : Proposition de modification.

(2) R. A 6447.

Voir :

Document du Sénat :

106 (Session de 1962-1963) : Proposition de modification.

(3) R. A 6460.

Voir :

Document du Sénat :

123 (Session de 1962-1963) : Proposition de modification.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1962-1963.

4 APRIL 1963.

Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Senaat (1) (art. 9 en Hoofdst. IXbis nieuw).

Voorstellen tot wijziging van artikel 26 van het Reglement van de Senaat (2) (3) (art. 26 en 48bis).

Wijziging van de artikelen 2, 32, 33 en 55 van het Reglement.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET
RÈGLEMENT (*) UITGEBRACHT
DOOR DE H. DE LA VALLEE POUSSIN.

DAMES EN HEREN,

Ter vergadering van 12 december 1962 en 28 maart 1963 heeft de Commissie voor het Reglement een onderzoek gewijd aan een aantal wijzigingen in het reglement van de Senaat, die sedert lang waren voorgesteld. Aangezien die wijzigingen niet rechtstreeks met elkaar in verband staan, zal de verslaggever ze een voor een behandelen.

(*) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Struye, voorzitter; Crommen, De Man, Demarneffe, Gillon, Goossens, Harmegnies, Machtens, Molter, Moreau de Melen, Oblin, Rolin, Van Buggenhout en de la Vallée Poussin, verslaggever.

(1) R.A 6275.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

181 (Zitting 1961-1962) : Voorstel tot wijziging.

(2) R. A 6447.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

106 (Zitting 1962-1963) : Voorstel tot wijziging.

(3) R. A 6460.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

123 (Zitting 1962-1963) : Voorstel tot wijziging.

1. *Ordre du jour déposé en conclusion d'une interpellation.*

Lorsqu'après une interpellation, plusieurs ordres du jour sont déposés, dans quel ordre doivent-ils être proposés au vote ?

Le règlement ne paraît pas assez précis sur ce point et la Commission a déjà examiné à plusieurs reprises cette question sans lui donner une solution définitive. Il paraît cependant souhaitable de mettre fin aux difficultés qui se présentent périodiquement, et à cet effet d'insérer dans le règlement des dispositions nouvelles.

L'article 26 actuel du règlement ne vise pas les ordres du jour déposés en conclusion d'une interpellation. Toutefois, l'article 33 relatif aux interpellations est muet sur les priorités en matière d'ordre du jour. La Commission propose de régler le problème à l'article 33, en ajoutant cependant un alinéa nouveau à l'article 26, en vue d'établir la concordance. Cet alinéa serait rédigé comme suit : « Les ordres du jour motivés sont soumis aux règles fixées par l'article 33, 10^e alinéa.

C'est donc à l'article 33 que le problème des priorités serait réglé.

La Commission a été unanimement d'accord sur les principes suivants :

1. Les ordres du jour ne pourront plus être déposés après la clôture du débat ;

2. Pour ne pas empêcher les possibilités de conciliation entre les différentes prises de position, des amendements pourront être déposés jusqu'au moment du vote ;

3. La priorité serait accordée dans l'ordre suivant :

a) l'ordre du jour pur et simple. C'est la seule priorité admise actuellement par le règlement (article 26) ;

b) l'ordre du jour exprimant la confiance. Ceci est une disposition nouvelle, mais elle est conforme aux précédents ;

c) en l'absence d'ordre du jour pur et simple et s'il existe plusieurs ordres du jour de confiance ou plusieurs ordres du jour motivés n'exprimant pas la confiance, la priorité est donnée dans chaque catégorie à celui déposé en premier lieu.

Cette dernière disposition n'a pas été acquise sans discussion. Certains membres auraient voulu que le Sénat décide, en présence de plusieurs ordres du jour motivés, lequel serait mis au vote le premier. On a objecté à cette proposition le danger de faire rebondir inutilement les débats. D'autres membres ont proposé que le président décide. Après discussion, la Commission unanime a repoussé cette idée, estimant qu'elle pourrait contribuer à mettre le président dans une position délicate.

Malgré tout, certains membres ont estimé qu'il ne fallait pas lier le Sénat par une règle trop rigide. L'ordre du jour déposé en premier lieu peut très bien être un ordre du jour qui n'apporte pas au débat la

1. *Motie van orde tot besluit van een interpellatie.*

In welke volgorde moet er gestemd worden wanneer, na een interpellatie, verscheidene moties zijn ingediend ?

Het Reglement schijnt op dit punt niet nauwkeurig genoeg te zijn en de Commissie heeft dit probleem reeds herhaaldelijk onderzocht, zonder tot een definitief besluit te komen. Het lijkt evenwel gewenst een einde te maken aan de moeilijkheden die zich geregeld voordoen en daarom moeten nieuwe bepalingen in het Reglement worden opgenomen.

Het huidige artikel 26 van het Reglement doelt niet op moties tot besluit van een interpellatie. Artikel 33, dat de interpellaties betreft, zegt evenwel niets nopens de voorrang bij de stemming over ingediende moties. De Commissie stelt voor dit probleem in artikel 33 te regelen, maar niettemin aan artikel 26 een nieuw lid toe te voegen ten einde de teksten te doen overeenstemmen. Dat lid zou luiden als volgt : « Met redenen omklede moties vallen onder de regels bepaald in artikel 33, 10^e lid.

Het probleem van de voorrang zou dus in artikel 33 worden geregeld.

De Commissie ging eenparig akkoord nopens de volgende beginselen :

1. Na de sluiting van de bespreking mogen geen moties meer ingediend worden ;

2. Ten einde een mogelijke verzoening van verschillende standpunten niet uit te sluiten, kunnen amendementen ingediend worden tot op het ogenblik van de stemming ;

3. Bij de stemming wordt voorrang verleend in de volgende orde :

a) de eenvoudige motie van orde. Dit is de enige prioriteit die het Reglement thans aanneemt (art. 26) ;

b) de motie van vertrouwen. Dit is een nieuwe bepaling, maar zij ligt in de lijn van de precedenten ;

c) is er geen eenvoudige motie van orde, maar zijn er wel verscheidene moties van vertrouwen of verscheidene met redenen omklede moties die geen vertrouwen uitspreken, dan wordt in elke categorie voorrang verleend aan de eerst ingediende.

Sommige leden hadden liever gewild dat, wanneer er verschillende met redenen omklede moties zijn ingediend, de Senaat zou beslissen welke motie eerst in stemming wordt gebracht. Tegen dit voorstel is ingebracht dat het debat nodeloos hervat zou kunnen worden. Andere leden stelden voor, de beslissing aan de voorzitter over te laten. Na bespreking heeft de Commissie die gedachte eenparig verworpen, omdat zij van oordeel was dat de voorzitter aldus in een moeilijke positie zou kunnen komen.

Toch waren sommige leden van oordeel dat de Senaat niet gebonden mag worden door een al te strakke regel. Het kan goed zijn dat de eerst ingediende motie niet de beste conclusie vormt van een

meilleure conclusion possible; dans ce domaine, il faut que le règlement offre une certaine souplesse, en vue de permettre au président et à l'Assemblée de donner la conclusion la plus claire et la plus opportune à un débat et à une délibération.

Dans ces conditions, la solution la meilleure ne serait-elle pas de dire que l'ordre du jour déposé le premier ne doit pas nécessairement être mis aux voix par priorité ? Le président pourrait en mettre aux voix un autre, éventuellement après avoir consulté l'Assemblée.

La majorité de la Commission a finalement décidé qu'il fallait éviter au président une telle intervention.

Un membre a estimé que la règle proposée pour la caducité des ordres du jour non prioritaires était trop absolue. Il pensait qu'il pouvait y avoir intérêt à adopter successivement plusieurs ordres du jour différents à condition qu'ils ne soient pas contradictoires.

Un membre a admis cette proposition, à la condition que les signataires de l'ordre du jour adopté admettent préalablement la mise aux voix d'un autre texte non contradictoire.

La majorité de la Commission, cependant, a préféré éviter cette concurrence d'ordres du jour. Elle a estimé en effet que l'Assemblée doit prendre position sans équivoque et que, lorsque la majorité s'est manifestée, on risque toujours d'ébranler l'autorité du premier vote en adoptant un texte qui pourrait donner l'impression de vouloir nuancer la décision déjà prise.

Au cours de la discussion un autre point a été débattu. Peut-on admettre qu'une demande d'interpellation soit signée par plusieurs sénateurs ? L'avis de la Commission est que le droit d'interpellation est strictement personnel. Cela n'interdit pas, bien entendu, à d'autres membres de prendre part au débat. Le règlement actuel étant assez clair sur ce point, il ne semble pas utile de le changer. La Commission a estimé que le rappel dans le rapport de l'interprétation actuelle est amplement suffisant pour qu'aucun doute ne puisse subsister dans l'avenir.

Elle a, par ailleurs, examiné la formule « repoussant toute addition » qui, si elle devait figurer dans un ordre du jour ou y être apportée par voie d'amendement, s'opposerait dans le premier cas à l'introduction d'amendements quelconques ou entraînerait dans le second cas la caducité des autres amendements. La Commission a estimé que cette formule n'est pas recevable pour qu'il ne soit pas porté atteinte au droit général d'amendement ni aux droits de la minorité.

En conclusion, la Commission propose donc de compléter l'article 33 comme suit :

« Les ordres du jour proposés en conclusion d'une interpellation doivent être déposés avant la clôture de la discussion. Le Président en donne connaissance dès leur dépôt. Des additions ou des amendements peuvent être proposés jusqu'au moment du vote.

debat; op dit gebied moet het Reglement een zekere speling laten ten einde de voorzitter en de Vergadering in staat te stellen het klaarse en best passende besluit uit een debat of een beraadslaging te trekken.

Zou het derhalve niet beter zijn te zeggen dat de eerst ingediende motie niet noodzakelijk bij voorrang in stemming moet worden gebracht ? De voorzitter zou een andere motie in stemming kunnen brengen, na de Vergadering eventueel te hebben geraadpleegd.

De meerderheid van de Commissie heeft ten slotte besloten dat de voorzitter niet voor zulk een beslissing mocht worden geplaatst.

Een lid was van oordeel dat de regel die voorgesteld wordt met betrekking tot het verval van de motie zonder voorrang, te absoluut was. Hij was van mening dat het van belang kon zijn achtereenvolgens verschillende moties aan te nemen, op voorwaarde dat ze elkander niet tegenspreken.

Een lid kon dit voorstel aanvaarden op voorwaarde dat de indieners van de goedgekeurde motie vooraf aannemen dat een andere tekst die er niet mede in strijd is, in stemming wordt gebracht.

De meerderheid van de Commissie achtte het evenwel beter dat samentreffen van moties te verhinderen. Zij was namelijk van oordeel dat de Vergadering een ondubbelzinnig standpunt moet innemen en dat men, nadat een meerderheid is tot stand gekomen, altijd het gevaar loopt het gezag van de eerste stemming te schokken door een tekst aan te nemen die de indruk kan wekken dat men de reeds genomen beslissing meer wenst te nuanceren.

In de loop van de behandeling is nog een ander punt ter sprake gekomen. Kan men aannemen dat een interpellatieverzoek door verscheidene senatoren wordt ondertekend ? Naar het oordeel van de Commissie is het interpellatierecht strikt persoonlijk. Dit verhindert natuurlijk niet dat andere leden aan het debat deelnemen. Het huidige reglement is op dit punt duidelijk genoeg, zodat het niet nuttig lijkt het te wijzigen. De Commissie was van oordeel dat een verwijzing naar de huidige interpretatie in dit verslag ruim voldoende is om hieromtrent in de toekomst geen twijfel te laten bestaan.

Voorts heeft zij een onderzoek gewijd aan de formule « elke toevoeging afwijzend », die, wanneer zij in een motie mocht voorkomen of bij amendement mocht ingevoegd worden, in het eerste geval, zou verhinderen dat om het even welk amendement wordt opgenomen of, in het tweede geval, de andere amendementen zou doen vervallen. De Commissie was van oordeel dat die formule niet mag worden aangenomen ten einde geen afbreuk te doen aan het algemeen recht van amendement en aan de rechten van de minderheid.

Tot besluit stelt de Commissie voor, artikel 33 aan te vullen als volgt :

« De moties tot besluit van een interpellatie moeten worden ingediend vóór de sluiting van de bespreking. De Voorzitter geeft ervan kennis zodra ze ingediend zijn. Toevoegingen of amendementen kunnen worden voorgesteld tot op het ogenblik van de stemming.

» L'ordre du jour pur et simple a la priorité de droit.

» L'ordre du jour qui exprime la confiance a la priorité de droit s'il n'y a pas d'ordre du jour pur et simple.

» Si le Sénat est appelé à se prononcer sur plusieurs ordres du jour de confiance ou sur plusieurs ordres du jour motivés n'impliquant pas la confiance, la priorité appartient dans chacun de ces cas à celui qui a été déposé le premier.

» L'adoption de l'ordre du jour mis aux voix par priorité entraîne la caducité des autres ordres du jour. »

2. Proposition de M. Orban et consorts (Doc. 181, 1961-1962) concernant les modalités de présentation des candidatures des magistrats qui postulent leur nomination à la Cour de Cassation.

Le Président rappelle qu'il a été l'auteur de cette proposition dès 1954 à la suite d'un incident survenu au cours d'un scrutin pour la désignation d'un conseiller à la Cour de Cassation : un nombre important de suffrages avaient été émis en faveur d'un magistrat n'ayant pas fait acte de candidature, qui ignorait qu'un groupe se proposait de voter pour lui et qui, de plus, n'avait nullement l'intention d'accepter le mandat au cas où il aurait été désigné.

Pour éviter de tels incidents, il y a lieu de préciser quelles sont les candidatures valables pour le scrutin. D'autre part, les candidatures de dernière minute doivent être exclues, si on veut laisser au Sénat le temps de la réflexion.

La proposition fut représentée en 1961 sous la signature de MM. Orban et consorts.

La Commission marque son accord sur le principe de la proposition.

Les règles prévues pour la désignation des candidats à la Cour de Cassation seront également applicables aux autres nominations et présentations qui doivent être faites par le Sénat en vertu d'une loi organique. Il va toutefois de soi que si la loi prévoit des règles particulières pour ces nominations, ce sont ces dernières dispositions qui devront être appliquées.

Cette décision entraîne la modification de l'article 9 et l'insertion d'un chapitre IXbis (art. 65bis et 65ter).

3. Article 32 du Règlement.

Le Président indique qu'en 1953, le Bureau a décidé d'étendre le droit de poser des questions écrites au gouvernement à toute la durée de la session et d'autoriser la publication du Bulletin pendant les périodes d'ajournement.

Le greffier a dès lors proposé à l'époque de modifier l'article 32 :

a) en supprimant la référence au Compte rendu analytique;

b) en plaçant les divers alinéas dans un ordre plus logique.

» Een eenvoudige motie van orde heeft van rechtswege voorrang.

» Een motie van vertrouwen heeft van rechtswege voorrang, indien geen eenvoudige motie van orde is ingediend.

» Heeft de Senaat zich uit te spreken over verscheidene moties van vertrouwen of over verscheidene met redenen omklede moties die het vertrouwen niet ter sprake brengen, dan heeft in ieder van die gevallen de eerstingediende de voorrang.

» De aanneming van de motie die bij voorrang in stemming is gebracht, doet de andere moties vervallen. »

2. Voorstel van de heer Orban c.s. (Gedr. St. 181, 1961-1962) betreffende de indiening van kandidaturen van magistraten die een benoeming bij het Hof van Cassatie vragen.

De Voorzitter wijst erop dat hij dit voorstel reeds in 1954 heeft ingediend, na een incident bij een stemming over de aanwijzing van een raadsheer in het Hof van Cassatie : een groot aantal stemmen waren uitgebracht ten gunste van een magistraat die zich niet kandidaat had gesteld, die niet wist dat een fractie voornemens was voor hem te stemmen en die bovendien niet van plan was het mandaat aan te nemen ingeval bij verkozene werd.

Om dergelijke incidenten te voorkomen dient nader te worden bepaald welke kandidaturen aan stemming kunnen worden onderworpen. Aan de andere kant zouden er ook geen kandidaatstellingen mogen plaats hebben op het laatste ogenblik, indien men de Senaat bedenktijd wil laten.

Het voorstel werd in 1961 opnieuw ingediend onder de handtekening van de heer Orban c.s.

De Commissie betuigt haar instemming met het beginsel van het voorstel.

De regels voor de aanwijzing van kandidaten voor het Hof van Cassatie zullen mede toepasselijk zijn op andere benoemingen en voordrachten die de Senaat moet doen krachtens een organieke wet. Het spreekt evenwel vanzelf dat, zo die wet bijzondere regels stelt voor die benoemingen, deze laatste bepalingen toegepast moeten worden.

Deze beslissing heeft ten gevolge dat artikel 9 moet worden gewijzigd en een hoofdstuk IXbis (artikelen 65bis en 65ter) moet worden ingevoegd.

3. Artikel 32 van het Reglement.

De Voorzitter wijst erop dat het Bureau in 1953 besloten heeft het recht om schriftelijke vragen te stellen aan de Regering, uit te breiden tot de gehele duur van de zitting en de bekendmaking van de vragen in het Bulletin toe te staan tijdens het reces.

De griffier heeft indertijd dan ook voorgesteld artikel 32 van het Reglement te wijzigen :

a) door de verwijzing naar het Beknopt Verslag te doen vervallen;

b) door de verschillende leden van dit artikel logischer te rangschikken.

La Commission avait adopté la proposition, mais le rapport n'a pas pu être présenté.

Au cours de la discussion, plusieurs propositions sont formulées :

a) adapter l'article 32 aux pratiques actuelles, comme le propose le greffier;

b) ajouter une disposition permettant au président, d'écarter les questions non conformes aux prescriptions de l'alinéa premier de l'article 32, c.-à.-d. celles qui contiennent des considérations et des développements qui ne sont pas indispensables pour rendre la question intelligible;

c) ne plus admettre qu'un seul signataire, le droit de poser une question devenant ainsi individuel;

d) supprimer le dernier alinéa « La réponse ne peut donner lieu à discussion » qui est devenu sans objet;

e) prévoir que la réponse sera communiquée au membre dès sa réception et faire publier régulièrement la liste des questions restées sans réponse.

Ces propositions ont été adoptées par la Commission.

En conséquence, elle propose le texte suivant :

« Les membres qui désirent poser des questions au gouvernement en remettent le texte écrit et signé au président; ce texte ne peut énoncer que les faits indispensables pour rendre la question intelligible.

» Une question ne peut être signée par plus d'un membre.

» Lorsque l'objet d'une question est d'un intérêt purement privé, que sa divulgation est de nature à porter préjudice à l'intérêt général ou qu'elle n'est pas conforme aux prescriptions du premier alinéa ci-dessus, le président peut décider, après avoir entendu le membre intéressé, qu'il n'y a pas lieu de l'insérer au *Bulletin des Questions et Réponses*. L'auteur de la question est averti de cette décision par les soins du greffier.

» Le ministre compétent envoie sa réponse au président dans la quinzaine du dépôt de la question. Le président la communique au membre et la fait insérer, avec la question, en texte bilingue dans le *Bulletin des Questions et Réponses* portant la date du mardi qui suit la réception de la réponse.

» Si la réponse ne parvient pas au président dans le délai prévu, la question est publiée, sauf à être reproduite lors de la publication de la réponse.

» Une liste des questions demeurées sans réponse est insérée régulièrement dans le Bulletin ».

4. Article 55 du Règlement : Sièges vacants dans les Commissions.

Le Président rappelle que le règlement actuel charge le Bureau de pourvoir aux vacances dans les Commis-

De Commissie had het voorstel aangenomen, maar het verslag kon niet worden uitgebracht.

Tijdens de bespreking werden verscheidene voorstellen gedaan :

a) artikel 32 aanpassen aan de huidige gang van zaken, zoals de griffier voorstelt;

b) een bepaling toevoegen die de voorzitter in staat stelt de vragen van de hand te wijzen die niet overeenstemmen met het bepaalde in het eerste lid van artikel 32, d.w.z. die welke overwegingen en toelichtingen behelzen die niet onmisbaar zijn tot verduidelijking van de vraag;

c) slechts één handtekening gedogen, zodat het recht om een vraag te stellen een individueel karakter krijgt;

d) het laatste lid : « Het antwoord mag niet besproken worden », te doen vervallen daar het geen nut meer heeft;

e) bepalen dat het antwoord, zodra het binnenkomt, aan de vraagsteller wordt medegedeeld en de lijst van de onbeantwoord gebleven vragen te publiceren.

De Commissie heeft die voorstellen aangenomen.

Zij stelt derhalve de volgende tekst voor :

« De leden die aan de regering een vraag wensen te stellen, overhandigen de geschreven en ondertekende tekst daarvan aan de voorzitter; in deze tekst mogen alleen die feiten worden vermeld, die onmisbaar zijn tot goed begrip van de vraag.

» Geen vraag mag door meer dan één lid ondertekend worden.

» Is het onderwerp van een vraag van louter privaatsbelang, is zij van die aard dat het algemeen belang door ruchthaarmaking ervan kan worden geschaad of is zij niet in overeenstemming met het bepaalde in het eerste lid, dan kan de voorzitter, na de vraagsteller te hebben gehoord, beslissen dat er geen grond bestaat tot plaatsing in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. De vraagsteller wordt van deze beslissing op de hoogte gebracht door de griffier.

» De bevoegde minister zendt zijn antwoord aan de voorzitter binnen veertien dagen na het indienen van de vraag. De voorzitter deelt het antwoord mede aan de vraagsteller en doet het, samen met de vraag, in beide talen opnemen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden* dat de datum draagt van de dinsdag volgende op de ontvangst van het antwoord.

» Indien het antwoord de voorzitter niet binnen de gestelde termijn bereikt, wordt de vraag bekendgemaakt, met dien verstande dat zij bij de bekendmaking van het antwoord nogmaals opgenomen wordt.

» Een lijst van de onbeantwoord gebleven vragen, wordt geregeld in het Bulletin opgenomen. »

4. Artikel 55 van het Reglement : vacatures in de Commissies.

De Voorzitter wijst erop dat het huidig reglement aan het Bureau opdraagt te voorzien in vacatures bij

sions. Or, les propositions de remplacement sont toujours soumises à l'Assemblée. Il faudrait adapter le règlement à cette pratique, le Bureau restant chargé de procéder aux remplacements lorsque l'Assemblée ne siège pas.

Au cours de la discussion il a été proposé de supprimer l'obligation de choisir le candidat dans le groupe politique auquel appartenait le commissaire à remplacer. Cette proposition a été combattue par l'argument que la composition proportionnelle des commissions est le résultat d'un accord entre les divers groupes et qu'il faut éviter de susciter des discussions à l'occasion d'une vacance.

Le greffier indique que la nomination des commissaires se fait d'après le système proportionnel, conformément à l'article 2.

La Commission propose de modifier comme suit l'article 55 du Règlement :

1. Supprimer le dernier alinéa :

2. Insérer entre les 2^e et 3^e alinéas, le texte suivant :

« En cas de décès ou de démission d'un membre d'une Commission, le Sénat le remplace par un sénateur appartenant au groupe dont faisait partie le membre décédé ou démissionnaire. Lorsque l'Assemblée ne siège pas, le Bureau procède à ce remplacement ».

La Commission propose en outre de mettre à jour les références aux lois électorales qui figurent à l'article 2.

Par souci de logique, l'article 2 ainsi modifié devra aussi tenir compte des modifications apportées à l'article 55.

5. *Propositions de modification de l'article 26 du Règlement, de M. Moreau de Melen (Doc. 106 et 123, session de 1962-1963).*

Le troisième alinéa de l'article 26 est rédigé de façon ambiguë. Ses deux phrases étant conçues de façon presque semblable, paraissent viser deux hypothèses identiques, ce qui ne peut être le cas. En effet, la première règle le sort des propositions qui n'excluent pas le vote des autres; la seconde doit donc statuer sur celles qui excluent la mise aux voix des autres.

D'autre part, le texte de l'article 26 ne règle pas la priorité lorsqu'il existe plusieurs propositions qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres.

Le but des propositions de M. Moreau de Melen est de combler cette lacune et de rendre la rédaction de l'article plus claire, sans pour autant changer l'interprétation qui a toujours été donnée à ce texte.

Un membre a proposé de refondre complètement l'article 26 en tenant compte de la proposition de M. Moreau de Melen d'une part et en disjoignant le paragraphe 2 relatif aux amendements, d'autre part, en vue de l'insérer entre les articles 48 et 49 qui sont précisément consacrés aux amendements.

de Commissies. De voorstellen tot vervanging worden echter altijd aan de Vergadering voorgelegd. Het Reglement zou aan die praktijk moeten worden aangepast, met dien verstande dat de vervanging aan het Bureau wordt overgelaten wanneer de Senaat niet vergadert.

In de loop van de bespreking wordt voorgesteld de verplichting te doen vervallen om de kandidaat te kiezen uit de politieke fractie waartoe het te vervangen commissielid behoorde. Dit voorstel wordt bestreden met het argument dat de evenredige samenstelling van de commissies het resultaat is van een overeenkomst tussen de verschillende fracties en dat men naar aanleiding van een vacature betwistingen dient te voorkomen.

De griffier wijst erop dat de commissieleden krachtens artikel 2 benoemd worden volgens het evenredig stelsel.

De Commissie stelt voor, artikel 55 van het Reglement te wijzigen als volgt :

1. Het laatste lid te doen vervallen;

2. Tussen het 2^e en het 3^e lid in te voegen wat volgt :

« In geval van overlijden of ontslag van een commissielid, voorziet de Senaat in zijn vervanging door aanwijzing van een senator uit de fractie waartoe de overledene of de onslagnemer behoort. Wanneer de Senaat geen zitting houdt, voorziet het Bureau in die vervanging. »

De Commissie stelt bovendien voor, de verwijzingen naar de kieswetten in artikel 2 bij te werken.

Logischerwijze moet in het aldus gewijzigde artikel 2 ook rekening worden gehouden met de wijzigingen in artikel 55.

5. *Voorstellen van de heer Moreau de Melen tot wijziging van artikel 26 van het Reglement (Gedr. St. 106 en 123, zitting 1962-1963).*

Het derde lid van artikel 26 is dubbelzinnig. De twee zinnen waaruit het bestaat, zijn bijna op dezelfde wijze opgesteld, zodat zij van twee gelijke hypothesen schijnen uit te gaan, wat niet het geval kan zijn. Immers, de eerste bepaalt het lot van de voorstellen die het aannemen van de andere niet uitsluiten; de tweede moet dus het lot bepalen van die welke het in stemming brengen van andere uitsluiten.

Aan de andere kant regelt artikel 26 niet de voorrang, wanneer er verscheidene voorstellen zijn die in stemming kunnen worden gebracht zonder het aannemen van de andere uit te sluiten.

De heer Moreau de Melen beoogde in die leemte te voorzien en artikel 26 duidelijker te stellen, zonder daarom de interpretatie te veranderen, die steeds van dat artikel is gegeven.

Een lid gaf in overneming, artikel 26 geheel om te werken, door, enerzijds, het voorstel van de heer Moreau de Melen aan te nemen en, anderzijds, de tweede paragraaf betreffende de amendementen van artikel 26 af te splitsen en in te voegen tussen de artikelen 48 en 49, die betrekking hebben op de amendementen.

Le texte de l'article 26 devrait se lire comme suit :

Si un texte traite de plusieurs questions, la division est de droit lorsqu'elle est demandée.

» Lorsque plusieurs propositions sont faites sur un même point, les propositions qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres, ont la priorité, à commencer par celle qui a le plus d'étendue; entre les propositions dont le vote exclut la mise aux voix des autres, la priorité est également attribuée à celle qui a le plus d'étendue.

» Lorsque en conclusion d'un débat un ordre du jour simple et simple est proposé, celui-ci est mis aux voix par priorité.

... »

L'article 48bis serait rédigé comme suit :

« Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive et les sous-amendements avant les amendements ».

**

Les modifications proposées ont été adoptées à l'unanimité.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
DE LA VALLEE POUSSIN.

Le Président,
P. STRUYE.

**

MODIFICATIONS PROPOSEES PAR LA COMMISSION.

ART. 2.

Remplacer les 5^e et 6^e alinéas de cet article par les positions suivantes :

« Si le nombre des candidats est supérieur à vingt, l'élection se fait à la représentation proportionnelle conformément aux dispositions du Code électoral.

» En cas de vacance au sein de la Commission, le Président désigne un nouveau membre appartenant au groupe dont faisait partie le membre à remplacer. Lorsque l'Assemblée ne siège pas, le Bureau procède au remplacement ».

ART. 9.

Au quatrième alinéa de cet article, avant les mots « mêmes règles », insérer les mots : « Sous réserve des dispositions du Chapitre IXbis... ».

ART. 26.

Rédiger cet article comme suit :

Si un texte traite de plusieurs questions, la division est de droit lorsqu'elle est demandée.

Artikel 26 zou derhalve luiden :

« Een tekst die verscheidene punten behandelt, wordt desgevraagd van rechtwege gesplitst.

» Wanneer nopens een zelfde punt verscheidene voorstellen zijn ingediend, hebben die voorstellen voorrang, die in stemming kunnen worden gebracht zonder de aanneming van de andere uit te sluiten, te beginnen met die met de verste strekking; evenzo wordt onder de voorstellen waarvan de aanneming het in stemming brengen van de andere uitsluit, voorrang verleend aan die met de verste strekking.

» Wanneer, als besluit van een debat, een eenvoudiger motie van orde wordt ingediend, wordt deze bij voorrang in stemming gebracht.

... »

Artikel 48bis zou luiden als volgt :

« Amendementen worden in stemming gebracht vóór het oorspronkelijke voorstel en subamendementen vóór de amendementen. »

**

De voorgestelde wijzigingen zijn met algemene stemmen aangenomen.

Dit verslag is door de aanwezige leden met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
E. DE LA VALLEE POUSSIN.

De Voorzitter
P. STRUYE.

**

WIJZIGINGEN VOORGEDRAGEN DOOR DE COMMISSIE.

ART. 2.

Het 5^e en het 6^e lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« Zijn er meer dan twintig kandidaten, dan geschiedt de verkiezing volgens de evenredige vertegenwoordiging overeenkomstig het bepaalde in het Kieswetboek.

» In geval van vacature in de Commissie wijst de Senaat een nieuw lid aan uit de fractie waartoe het te vervangen lid behoorde. Wanneer de Senaat geen zitting houdt, voorziet het Bureau in die vervanging ».

ART. 9.

In het vierde lid van dit artikel, de woorden : « Dezelfde regelen gelden » te vervangen door de woorden : « Behoudens het bepaalde in Hoofdstuk IXbis gelden dezelfde regels... ».

ART. 26.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

« Een tekst die verscheidene punten behandelt, wordt desgevraagd van rechtswege gesplitst.

» Lorsque plusieurs propositions sont faites sur un même point, les propositions qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité, à commencer par celle qui a le plus d'étendue; entre les propositions dont le vote exclut la mise aux voix des autres, la priorité est également attribuée à celle qui a le plus d'étendue.

« Lorsqu'en conclusion d'un débat un ordre du jour pur et simple est proposé, celui-ci est mis aux voix par priorité.

» Les ordres du jour motivés sont soumis aux règles fixées par l'article 33, 10^e alinéa ».

ART. 32.

Remplacer cet article par le texte suivant :

« Les membres qui désirent poser des questions au gouvernement en remettent le texte écrit et signé au président; ce texte ne peut énoncer que les faits indispensables pour rendre la question intelligible.

» Une question ne peut être signée par plus d'un membre.

» Lorsque l'objet d'une question est d'un intérêt purement privé, que sa divulgation est de nature à porter préjudice à l'intérêt général, ou qu'elle n'est pas conforme aux prescriptions de l'alinéa premier, le président peut décider, après avoir entendu le membre intéressé, qu'il n'y a pas lieu de l'insérer au Bulletin des Questions et Réponses. L'auteur de la question est averti de cette décision par les soins du greffier.

» Le Ministre compétent envoie sa réponse au président dans la quinzaine du dépôt de la question. Le président la communique au membre et la fait insérer avec la question en texte bilingue dans le Bulletin des Questions et Réponses portant la date du mardi qui suit la réception de la réponse.

» Si la réponse ne parvient pas au président dans le délai prévu, la question est publiée, sauf à être reproduite lors de la publication de la réponse.

» Une liste des questions demeurées sans réponse est insérée régulièrement dans le Bulletin ».

ART. 33.

Compléter cet article par les dispositions suivantes :

« Les ordres du jour proposés en conclusion d'une interpellation doivent être déposés avant la clôture de la discussion. Le président en donne connaissance dès leur dépôt. Des additions ou des amendements peuvent être proposés jusqu'au moment du vote.

» L'ordre du jour pur et simple a la priorité de droit.

» L'ordre du jour qui exprime la confiance a la priorité de droit s'il n'y a pas d'ordre du jour pur et simple.

» Wanneer nopens een zelfde punt verscheidene voorstellen zijn ingediend, hebben die voorstellen voorrang, die in stemming kunnen worden gebracht zonder de aanneming van de andere uit te sluiten, te beginnen met die met de verste strekking; evenzo wordt onder de voorstellen waarvan de aanneming het in stemming brengen van de andere uitsluit, voorrang verleend aan die met de verste strekking.

» Wanneer, als besluit van een debat, een eenvoudige motie van orde wordt ingediend, wordt deze bij voorrang in stemming gebracht.

« De met redenen omklede moties van orde vallen onder de regels bepaald in artikel 33, 10^e lid ».

ART. 32.

De tekst van dit artikel te vervangen als volgt :

« De leden die aan de regering vragen wensen te stellen, overhandigen de geschreven en ondertekende tekst daarvan aan de voorzitter; in deze tekst mogen alleen die feiten worden vermeld, die onmisbaar zijn tot goed begrip van de vraag.

» Geen vraag mag door meer dan één lid ondertekend worden.

» Is het onderwerp van een vraag van louter privaat belang, is zij van die aard dat het algemeen belang door de richtbaarmaking kan worden geschaad of is zij niet in overeenstemming met het bepaalde in het eerste lid, dan kan de voorzitter, na de vraagsteller te hebben gehoord, beslissen dat er geen grond bestaat tot plaatsen in het Bulletin van Vragen en Antwoorden. De vraagsteller wordt van deze beslissing op de hoogte gebracht door de griffier.

» De bevoegde Minister zendt zijn antwoord aan de voorzitter binnen veertien dagen na het indienen van de vraag. De voorzitter deelt het antwoord mede aan de vraagsteller en doet het, samen met de vraag, in beide talen opnemen in het Bulletin van Vragen en Antwoorden dat de datum draagt van de dinsdag volgende op de ontvangst van het antwoord.

» Indien het antwoord de voorzitter niet binnen de gestelde termijn bereikt, wordt de vraag bekendgemaakt, met dien verstande dat zij bij de bekendmaking van het antwoord nogmaals opgenomen wordt.

» Een lijst van de onbeantwoord gebleven vragen, wordt geregeld in het Bulletin opgenomen.

ART. 33.

Dit artikel aan te vullen als volgt :

« De moties tot besluit van een interpellatie moeten worden ingediend vóór de sluiting van de bespreking. De voorzitter geeft ervan kennis zodra ze ingediend zijn. Toevoegingen of amendementen kunnen worden voorgesteld tot op het ogenblik van de stemming.

» Een eenvoudige motie van orde heeft van rechtswege voorrang.

» Een motie van vertrouwen heeft van rechtswege voorrang, indien geen eenvoudige motie van orde is ingediend.

» Si le Sénat est appelé à se prononcer sur plusieurs dres du jour de confiance ou sur plusieurs ordres du jour motivés n'impliquant pas la confiance, la priorité appartient dans chacun de ces cas à celui qui a été déposé le premier.

» L'adoption de l'ordre du jour mis aux voix par priorité entraîne la caducité des autres ordres du jour. »

ART. 48bis.

Insérer un article 48bis libellé comme suit :

« Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive et les sous-amendements avant les amendements ».

ART. 55.

Modifier cet article comme suit :

1° Supprimer le dernier alinéa;

2° Insérer entre les 2° et 3° alinéas, le texte suivant :

« En cas de décès ou de démission d'un membre une commission, le Sénat le remplace par un sénateur appartenant au groupe dont faisait partie le membre décédé ou démissionnaire. Lorsque l'Assemblée ne le peut pas, le Bureau procède à ce remplacement ».

CHAPITRE IXbis.

Insérer un Chapitre IXbis libellé comme suit :

Les nominations et présentations de candidats.

» Article 65bis. — Le Sénat fixe, à quinzaine au plus tard, le jour auquel il sera procédé à la désignation des candidats à la Cour de Cassation prévue par l'article 99 de la Constitution.

» Sont seules prises en considération, les candidatures qui ont fait l'objet, cinq jours au moins avant la date du scrutin, d'une déclaration écrite, adressée par l'intéressé au Président du Sénat, aux termes de laquelle il pose sa candidature.

» La désignation des candidats se fait au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

» Au cas où une seule candidature est valablement présentée, le requérant peut être désigné sans scrutin, aucun membre du Sénat ne demande qu'il soit procédé à un vote.

» Article 65ter. — Les mêmes mesures sont applicables à toute nomination ou présentation de candidat à faire par le Sénat en vertu d'une loi, sauf dispositions contraires de celle-ci.»

» Heeft de Senaat zich uit te spreken over verscheidene moties van vertrouwen of over verscheidene met redenen omklede moties die het vertrouwen niet ter sprake brengen, dan heeft in ieder van die gevallen de eerstingediende de voorrang.

» De aanneming van de motie die bij voorrang in stemming is gebracht, doet de andere moties vervallen.»

ART. 48bis.

Een artikel 48bis in te voegen, luidende :

« Amendementen worden in stemming gebracht vóór het oorspronkelijke voorstel en subamendementen vóór de amendementen ».

ART. 55.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

1° Het laatste lid te doen vervallen;

2° Tussen het tweede en het derde lid in te voegen wat volgt :

» In geval van overlijden of ontslag van een commissielid, voorziet de Senaat in zijn vervanging door aanwijzing van een senator uit de fractie waartoe de overledene of de ontslagnemer behoort. Wanneer de Senaat geen zitting houdt, voorziet het Bureau in die vervanging. »

HOOFDSTUK IXbis.

Een Hoofdstuk IXbis in te voegen, luidende :

Benoemingen en voordrachten van kandidaten.

» Artikel 65bis. — De Senaat bepaalt, ten vroegste op vijftien dagen, de dag waarop zal worden overgegaan tot aanwijzing van de kandidaten voor het Hof van Cassatie als bepaald bij artikel 99 van de Grondwet.

» Een kandidatuur wordt alleen dan in overweging genomen, indien de betrokkene ten minste vijf dagen vóór de stemming aan de Voorzitter van de Senaat een schriftelijke verklaring richt, waarbij hij zich kandidaat stelt.

» De aanwijzing van de kandidaten geschiedt bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid van de op geldige wijze uitgebrachte stemmen.

» Ingeval slechts één geldige kandidatuur is voorgedragen, kan de verzoeker zonder stemming worden aangewezen, indien geen enkel lid van de Senaat een stemming vraagt.

» Artikel 65ter. — Dezelfde regels gelden voor elke benoeming of voordracht van kandidaten die de Senaat moet doen krachtens een wet, behalve wanneer hierin andere regels zijn neergelegd. »